Document généré le 23 avr. 2024 08:42

Lien social et Politiques

Lien social et Politiques

Déclassement scolaire et pluralité des appartenances sociales : l'exemple des factrices surdiplômées
Over-educated mail carriers :Well-educated but déclassé

Marie Cartier

Numéro 49, printemps 2003

Des sociétés sans classes ?

URI : https://id.erudit.org/iderudit/007914ar
DOI : https://doi.org/10.7202/007914ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Cartier, M. (2003). Déclassement scolaire et pluralité des appartenances sociales : l'exemple des factrices surdiplômées. *Lien social et Politiques*, (49), 191–201. https://doi.org/10.7202/007914ar

Résumé de l'article

Au même titre que la déstructuration du monde ouvrier et que la crise du militantisme, la présence croissante de surdiplômé(e)s dans les catégories populaires ne contribue-t-elle pas au déclin du sentiment d'appartenance de classe ? À partir d'une enquête ethnographique sur les facteurs, salariés d'exécution de la Poste, on montre que la coexistence dans un même métier d'individus inégalement scolarisés et d'origine sociale différente exacerbe les sentiments de différence et d'appartenance générationnelle et rend impossibles non seulement l'identification collective à une même position sociale mais aussi la conscience d'occuper une position professionnelle commune. Refusant de s'identifier aux classes populaires qu'ils côtoient dans leur travail quotidien, les déclassé(e)s oscillent de façon durable et contradictoire entre une appartenance à la génération des études longues et une appartenance en pointillés au métier de facteur.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Déclassement scolaire et pluralité des appartenances sociales : l'exemple des factrices surdiplômées

Marie Cartier

Les réflexions sur la pertinence des classes sociales pour l'analyse de la société française contemporaine invitent à étudier l'évolution de la perception des appartenances sociales (Maurin, 2001) et le déclin de la conscience de classe dans les catégories populaires (Chauvel, 2001). Dans le prolongement des recherches sur les ouvriers qui apportent déjà des réponses à cette question (Beaud et Pialoux, 1999), deux processus structurels méritent d'être pris en compte : la tertiarisation des emplois et la scolarisation prolongée (Schwartz, 1998). Des ouvrages récents ont attiré l'attention sur cette génération sociale des « enfants de la démocratisation » hantée par la peur du déclassement (Baudelot et Establet, 2000; Beaud, 2002). Entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 1990, le déclassement, au sens de l'occupation d'un emploi inférieur au niveau de qualification possédé, s'est particulièrement accru dans le cas des employés (Forgeot et Gautié, 1997). Chauvel souligne la nécessité d'étudier les conséquences du déclassement pour les contours des catégories populaires et les façons dont il est vécu par ceux qui en sont victimes (Chauvel, 1998 : 228). Au même titre que la déstructuration du monde ouvrier, que la crise du militantisme et la fragilisation des relations d'emploi, la présence croissante de surdiplômés dans les catégories populaires ne contribue-t-elle pas au déclin du sentiment d'appartenance de classe ? Quels sont les effets sur la solidarité et l'action collective, comme sur le rapport au travail et à la position sociale, de la coexistence dans une même profession d'individus aux caractéristiques sociales éloignées ?

Je me propose de traiter ces questions en prenant l'exemple des facteurs. Durant les Trente Glorieuses, cet emploi de service, mal payé par rapport aux emplois ouvriers des grandes entreprises du secteur industriel et soumis à des conditions de travail pénibles dans une période d'explosion du trafic postal et d'urbanisation rapide, était peu attractif. Seuls des hommes d'origine rurale, ouvriers ou paysans scolarisés jusqu'au certificat d'études primaires, fragilisés par la modernisation de l'agriculture ou de la petite industrie rurale, pouvaient y trouver une occasion d'améliorer leur condition. Sur fond de subordination (le facteur est situé au bas de la hiérarchie des emplois de la Poste), d'exiguïté des ressources économiques et d'usure physique au travail (manutention de lourdes charges), le statut de fonctionnaire et la socialisation admi-

Lien social et Politiques – RIAC, 49, *Des sociétés sans classes?* Printemps 2003, pages 191-201.

nistrative n'impliquaient pas une sortie des classes populaires mais, sur la base d'un rapport assuré à l'avenir et d'un sentiment d'honorabilité, engendraient une appartenance pleinement assumée à celles-ci [1]. Les facteurs de l'après-guerre, retraités dans les années 1980, se présentent eux-mêmes souvent comme des « ouvriers », et leur adhésion massive à la CGT témoigne de leur proximité avec le mouvement ouvrier, dont les postiers comme les cheminots furent des figures importantes [2]. Avec le retournement de conjoncture des années 1970, et la montée du chômage et de l'insécurité professionnelle, l'emploi de facteur est au contraire devenu attractif pour de larges fractions de la population [3]. À partir de 1975, il s'est également ouvert aux femmes alors qu'il était auparavant réservé aux hommes.

La présence croissante de candidats surdiplômés dans les concours de catégorie C de la Fonction publique depuis le milieu des années 1980 est un fait bien repéré (Rouban, 1996). En 1998, parmi les admis au concours de facteur en Île-de-France, les individus possédant un niveau inférieur au baccalauréat sont de plus en plus minoritaires (31,9 % des admis) alors que ceux qui possèdent un niveau d'études égal ou supérieur au baccalauréat sont en augmentation (68,1 % des admis). Les hommes représentent 57,9 % des admis et les femmes 42,1 % [4]. Il faut se garder d'homogénéiser hâtivement cette population d'hommes et de femmes, dont les caractéristiques scolaires comme les ressources sociales et économiques sont variées. Une reconstitution des carrières à partir d'archives de personnel a ainsi permis de montrer qu'une partie de ces surdiplômés quittent rapidement l'emploi de facteur, soit par la démission soit par la promotion interne [5]. Pour cerner de façon fine le phénomène du déclassement scolaire dans la variété de ses formes et de ses effets, j'ai donc choisi de centrer l'attention sur des femmes qui ont poursuivi des études après le baccalauréat (en BTS, en DEUG ou en Licence [6]) avant d'occuper l'emploi de facteur de façon relativement durable. Que signifie l'occupation d'un emploi d'exécution de type tertiaire après un séjour prolongé dans l'institution scolaire du point de vue de l'appartenance sociale et de la façon de se situer dans la société ?

Tout en contribuant à la réflexion sur le déclin de la conscience de classe dans les catégories populaires, l'étude du rapport au travail et des références symboliques de ceux que l'on peut qualifier d'« exécutants aux études longues », selon la formule d'O. Schwartz, permet aussi de reprendre la question de la pluralité des appartenances. Lorsque Lahire affirme que les sociétés contemporaines à forte différenciation se caractérisent par une multiplicité des univers sociaux et des expériences socialisatrices (Lahire, 1998 : 31-32), on peut lui retourner la critique qu'il adresse à la théorie bourdieusienne de l'habitus, selon laquelle il faut mettre au jour les conditions socio-historiques de l'unicité et de la pluralité des acteurs sociaux. En étudiant une population et des trajectoires socialement situées, je voudrais suggérer que l'on gagne beaucoup à traiter la question de la pluralité des appartenances comme une question empirique avant d'en faire le pivot d'une théorie générale de la société française contemporaine [7].

L'analyse s'appuie sur une enquête ethnographique (entretiens approfondis et observation participante) menée depuis 1996 dans le bureau de poste de Mareil, ville située en région parisienne à 40 kilomètres de Paris. Cette ville de 50 000 habitants est marquée par un fort clivage géographique, architectural et social entre la ville ancienne et les quartiers périphériques de construction récente : La Vigne Blanche et Beaumont. Ces deux quartiers de grands ensembles qui abritent principalement des ouvriers et des employés ont connu tout au long des années 1990 un taux de chômage avoisinant les 20 %. En 1999, on a constaté que les « anciens » facteurs de Mareil entrés aux PTT avant 1983 et les « nouveaux » entrés après cette date diffèrent du point de vue du niveau d'études et de l'origine sociale : les « nouveaux » sont plus diplômés que les « anciens » et moins souvent d'origine ouvrière ou agricole [8]. La

trajectoire de Delphine, entrée comme factrice à la Poste en 1995, ayant été suivie tout au long de son entrée dans le métier jusqu'en 2001, servira de fil conducteur.

Après avoir mis en évidence la présence chez ces factrices surdiplômées d'un fort sentiment d'appartenance à une génération qui a fait des études, source de différence et d'étrangeté vis-à-vis des milieux populaires qu'elles côtoient au travail, j'étudie leur rapport ambivalent au métier de facteur, entre sentiment de frustration sociale et processus d'identification fragiles et fragmentaires.

Une appartenance générationnelle : avoir fait des études longues

Je me suis présentée aux postiers de Mareil en 1997 comme une « étudiante » menant une recherche sur le métier de facteur. J. Grange, responsable du service de la distribution, m'a alors mise en contact avec Delphine, une factrice passée par l'université. Celle-ci s'est immédiatement montrée disposée à entretenir une relation avec moi, me donnant son numéro de téléphone, m'invitant à la solliciter pour des renseignements. Cette offre de parole résulte en fait de son isolement au service de la distribution : « Quand t'as fait des études, t'es pas très bien vu par les facteurs, ils ont l'impression que tu les prends de haut ». En jouant le rôle d'« alliée » (Beaud et Weber, 1999) de l'étudiante-ethnographe, Delphine trouve une occasion de réaffirmer son appartenance au monde étudiant. Née en 1973, elle a obtenu un DEUG d'anglais à l'Université de Créteil puis a suivi une année de licence sans obtenir le diplôme. Cet échec universitaire a coïncidé avec une rupture amoureuse, Delphine se séparant de son petit ami, rencontré au lycée, avec lequel elle était en couple depuis cinq ans. Cette fragilisation psychologique s'est accompagnée de tensions familiales, ses parents, chez lesquels elle habitait encore, lui « mettant la pression » pour qu'elle trouve du travail. Au bout d'un an de stages et de « petits boulots », de plus en plus « angoissée par le chômage », Delphine a envisagé de trouver un emploi, quel qu'il soit. Après avoir aperçu une annonce dans un bureau de poste, elle est entrée comme apprenti facteur à la Poste en 1995, puis a obtenu un CDI au bureau de Mareil en 1997 avant de passer le concours donnant accès au statut de fonctionnaire en 1998. L'offre de parole de Delphine repose sur son sentiment d'appartenance au groupe de ceux qui ont fait des études longues. Ainsi, à l'issue d'un entretien réalisé en mai 1997, elle me fait remarquer que deux jeunes filles assises à proximité nous ont écoutées d'un air amusé : « Quand on a été étudiants, on ne parle pas comme les autres, on a des conversations élevées. On parle mieux et certains trouvent que ça fait intello ! ». Elle-même déclare aimer « parler sérieusement et pas seulement de la pluie et du beau temps ». Cette mise en avant de ressources et de dispositions scolaires marque aussi ses relations avec les collègues. Elle raconte ainsi avoir fait un « grand discours » sur le thème de la vie de couple dans une conversation avec une autre factrice : « Ben dis-donc toi c'est un médecin qu'il te faudrait comme mari ! » a lancé celle-ci, ce que Delphine a pris comme un « compliment ». Si Delphine trouve dans l'alliance avec moi une occasion d'actualiser une appartenance au monde de ceux qui ont fait des études, elle la cultive aussi au quotidien : aux yeux de sa chef comme de ses collègues, elle est bien cette factrice qui a fait des études jusqu'en licence. Finalement, dans ce milieu de gens peu diplômés, elle peut être reconnue comme une étudiante, comme une intellectuelle, son échec à l'université se trouvant comme mis entre parenthèses.

Valérie a elle aussi engagé d'elle-même la conversation avec moi. Née dans le Jura en 1970, elle a suivi son conjoint en région parisienne. Il dirige à Mareil, succédant à son père, une petite société de plomberie. Dotée d'une licence de Français Langues étrangères, Valérie a été pendant plusieurs années surveillante dans un collège de Mareil et, attirée par les emplois de l'Éducation nationale, a tenté sans succès le concours de conseiller principal d'éducation. Elle est arrivée au bureau de poste de Mareil en 1998 après avoir passé le concours de facteur. Elle dit avoir envisagé de passer le concours d'instituteur, mais affirme n'avoir pas été « assez courageuse » pour le préparer. Dans les parcours de Delphine et de Valérie est à l'œuvre le mécanisme de valorisation du fonctionnariat propre à ces étudiants prenant conscience, lors de leurs premiers échecs aux concours administratifs, du déclassement qui les menace (Beaud, 2001 : 221-254). Delphine et Valérie sont

issues des fractions inférieures des classes moyennes : la mère de Valérie a été secrétaire médicale puis au foyer, son père a d'abord été maître auxiliaire en Éducation manuelle et technique puis ouvrier mécanicien dans la métallurgie; les parents de Delphine sont employés de banque et propriétaires d'un pavillon. Tout comme leurs titres scolaires, leur socialisation familiale leur confère des caractéristiques sociales qui éloignent ces deux jeunes femmes des générations anciennes de facteurs. Dans leurs interactions avec les « anciens » facteurs s'actualise une appartenance générationnelle qui signifie aussi étrangeté et distanciation par rapport aux milieux populaires.

« Les vieux, on ne peut pas discuter avec eux »

Un matin, je dois accompagner sur sa tournée Pierre, âgé d'une cinquantaine d'années, mais comme il ne m'adresse guère la parole, je me réfugie auprès de Valérie et je l'aide à classer le courrier. Elle remarque alors avec un ton de reproche : « Mais Pierre ne s'occupe pas de toi ? ». Dans cette remarque pointe une critique que Delphine formule elle aussi : les « anciens » manquent de « pédagogie », ils ne savent pas expliquer le travail. Ces « exécutants aux études longues », habitués à une transmission théorique et verbalisée des savoirs, perçoivent comme de la brutalité et de l'indifférence l'attitude des « anciens » habitués à transmettre les savoir-faire de façon pratique. En mars 1999, deux ans après notre première rencontre, je retrouve Delphine au mini-foyer PTT de Beaumont, où je loge. Au retour du travail, elle dénonce sans cesse les manières des « anciens », dont le sentiment de supériorité lui paraît complètement illégitime, et se montre très soucieuse de montrer qu'elle n'appartient pas au même monde qu'eux. « Les vieux, les conversations, c'est ras les pâquerettes ! On ne peut pas discuter avec eux. » Delphine évoque leur « moindre niveau intellectuel » et leur tendance permanente à « gueuler », à « hurler ». Elle dénonce leur « mépris » pour ceux qu'ils appellent « les jeunots ». Elle ne comprend pas que le fait d'être « ancien » puisse fonder une quelconque supériorité. Elle est contente parce que par rapport à il y a deux ans, il y a davantage de jeunes au bureau : des gens avec qui on peut discuter, comme par exemple Valérie. Elles se sont retrouvées un jour en dehors du travail et ont bien discuté (de leur vie sentimentale en particulier). Delphine critique les « vieilles factrices » qui regardent les « jeunes » de haut, parce qu'elles sont plus « anciennes ». Sans cesse elle me répète qu'elle est gênée par les cris et les agressions verbales. Elle est énervée de voir les « vieux » se plaindre : « Eux, quand ils sont entrés à la Poste, il n'y avait pas de chômage, ils avaient le choix ! Nous, on n'a pas le choix ! » (Journal de terrain n°1 du 3-03-99).

Le déclassement scolaire s'accompagne d'une posture critique vis-à-vis du rapport au travail et au langage des « vieux », hommes ou femmes. Delphine dit qu'avoir fait des études lui sert face à J. Grange : elle a « des arguments » alors que les « anciens » ne savent que « gueuler ». À travers la dénonciation du « machisme » de certains de leurs collègues masculins, Delphine et Valérie expriment leur distance par rapport à la division traditionnelle des rôles sexuels qui organise les relations au travail et les échanges de plaisanteries des « anciens ». Toutes deux se félicitent que J. Grange ait interdit toute consommation d'alcool au moment du tri du courrier, pratique qui fonctionnait comme un rituel de sociabilité pour les anciennes générations masculines de facteurs. L'appartenance à une génération qui a fait des études se trouve paradoxalement renforcée par la fréquentation quotidienne d'individus peu diplômés, d'origine ouvrière et agricole. En dénonçant les manières d'être des « anciens », le « machisme » des hommes et la consommation d'alcool au travail, Delphine et Valérie affirment leur différence sociale. Ce progressisme en matière de relations entre les sexes et ce souci de la correction langagière et comportementale les éloignent de la culture populaire traditionnelle que certains « anciens » facteurs entretiennent aujourd'hui encore dans les

bureaux de poste. Pour juger des relations et de l'ambiance au service de la distribution de Mareil, Delphine utilise toujours comme point de comparaison la fac qu'elle a fréquentée pendant plusieurs années. Loin d'être une simple référence temporaire, activée au moment de l'embauche, le passé d'étudiant constitue une référence durable, à partir de laquelle ces «exécutants aux études longues» continuent de se définir socialement.

En regardant les «anciens» à travers les schèmes d'une socialisation scolaire (timbre de la voix, correction verbale, calme, docilité) qu'ils retrouvent chez l'ethnographe, ils dénoncent sans s'en rendre compte ce qui a longtemps fondé la force du collectif des facteurs, réputé à la Poste pour son esprit frondeur et ses capacités d'action collective: l'esprit de corps, le respect de l'ancienneté, le franc-parler[9]. La présence croissante de déclassés au service de la distribution contribue ainsi à enrayer la transmission d'une culture de métier mais aussi de résistance collective. Au moment de quitter le bureau de poste, je dis à Valérie que j'ai apprécié de passer du temps dans la travée de casiers où sont réunies les tournées de Beaumont et où les «jeunes» sont nombreux: il y a une «bonne ambiance», c'est là «où on parle le moins de cul» commente-t-elle. La valorisation des manières d'être «courtoises» des «étudiants» et la dévalorisation des manières d'être «grossières» des «anciens» sont entretenues par les remarques du personnel d'encadrement[10]. Michèle, entrée à la Poste en 1982 après avoir obtenu le BEPC, raconte que la chef a dit un jour publiquement en parlant d'un jeune récemment arrivé à la distribution et qui avait fait des études supérieures: «Il n'est pas fait pour cette profession!». Les facteurs, interprétant ce propos comme une marque de mépris, se sont sentis humiliés. Michèle confie alors qu'elle a parfois «honte de dire qu'elle est factrice».

Le déclassement introduit dans les collectifs de travail un nouvel espace de référence, de comparaison et de distinction dans lequel «nouveaux» comme «anciens» font l'épreuve de la distance sociale et culturelle qui les sépare et sont pris dans une dynamique de dévalorisation réciproque qui affaiblit les capacités d'action collective du groupe. La coexistence entre jeunes aux études longues et vieux aux scolarités courtes exacerbe le sentiment de différence et d'appartenance générationnelle et rend impossible l'identification collective à une même position sociale à partir du partage d'une même position professionnelle.

Surdiplômés et résidents des quartiers populaires

L'univers des HLM que les surdiplômés sont conduits à fréquenter quotidiennement en tant que facteurs fonctionne comme un repoussoir dans la façon dont ils se projettent dans la société. Étant donné l'organisation du travail au service de la distribution du courrier, les nouveaux arrivés se trouvent plus fréquemment affectés sur les tournées situées dans les quartiers périphériques de grands ensembles que dans les quartiers du centre de Mareil. Valérie dessert depuis quelques mois une tournée de Beaumont. Lorsqu'elle apprend que j'habite au mini-foyer PTT, qui se trouve dans une tour située sur sa tournée, elle me dit qu'elle n'aimerait pour rien au monde habiter là: «Si j'avais dû habiter là, j'aurais déprimé, je me serais tiré une balle!». Sur cette tournée, les «gens sont plus ou moins bien»: dans les tours Chopin et Berlioz, les résidents «se jettent sur les boîtes aux lettres» avant qu'elle ait fini de distribuer tout le courrier. Elle évoque alors le comportement d'Olivier, un autre facteur nouvellement arrivé, lui aussi surdiplômé: alors qu'il distribuait un jour le courrier dans la tour Chopin, il s'est soudainement assis dans un coin du hall, attendant sans rien dire que les gens s'écartent des batteries de boîtes aux lettres pour terminer sa distribution. Cet épisode où la relation de service verse dans le rapport de force déclaré apparaît exemplaire aux yeux de Valérie. Lorsque je l'accompagne en tournée, j'observe plusieurs interactions qui dérapent sur fond de malentendu. Dans une tour, un homme d'origine africaine, entouré de sa famille, reçoit un recommandé en provenance du Tribunal de grande instance à l'intention de son fils. Il veut d'abord signer à sa place, mais Valérie exige que le fils signe en personne, carte d'identité à l'appui; pour détendre l'atmosphère, le père dit à Valérie sur un ton d'humour qu'elle est en retard et menace de faire une réclamation au bureau de poste: «Je voudrais mon courrier à 8 heures». Valérie lui réplique alors de façon brutale:

«De toute façon, vous n'êtes pas levé à cette heure-là!». L'homme, probablement au chômage, s'incline. La différence de statut et de mode de vie (fonctionnaire doté de la sécurité de l'emploi commençant son travail à 6 heures du matin, chômeur à domicile à 10 heures du matin) renforce le rapport de pouvoir qui structure toute relation administrative (Dubois, 1999). La violence de ces interactions administratives se trouve encore avivée dans le cas de ces «exécutants aux études longues» prédisposés à l'incompréhension envers les résidents des HLM de par leur socialisation scolaire. Ils manifestent une sensibilité exacerbée à leurs remarques qu'ils perçoivent comme des offenses. Ils doivent de surcroît à leur socialisation scolaire une mauvaise conscience à penser ce qu'ils pensent. Valérie, après avoir fait quelques commentaires sur la saleté des lieux ou des personnes et sur le côté «mal élevé» de certains, ajoute: «Tu vas croire que je suis étroite d'esprit». J'aurai ensuite, tout au long des deux jours que je passe en sa compagnie, l'impression qu'elle se retient de juger parce qu'elle devine ce qu'une étudiante pourrait en penser et qu'elle se trouve elle-même partagée entre la valorisation de l'ouverture d'esprit propre au monde étudiant et la brutalité des jugements que lui inspire son travail quotidien de factrice dans les HLM. Ces propos de Delphine vont exactement dans le même sens:

> — Là, à Beaumont, il y a énormément de personnes qui t'attendent […] C'est très chiant. Et les enfants, ils sont pénibles hein! Y a ceux qui sont bien élevés entre guillemets et qui attendent que t'aies mis le courrier, et y a ceux qui mettent la main sur la boîte pour pas que tu mettes le courrier et puis qui te demandent de leur donner […] C'est malheureux à dire, mais dans les quartiers un peu mal famés, t'as des mômes, tu leur donnes pas le courrier, parce que tu sais pas. Tu sais même pas si c'est le leur, parce que faut savoir qu'il y a des gens qui volent le courrier […] Les gamins, faut voir les gamins que c'est, bon ben eux je leur donne pas, c'est clair. Quand je leur dis que «j'ai pas le droit», bon ben ils bronchent pas.
>
> — En même temps ils restent quand même là…
>
> — Oui, ils t'entourent, ça fait un peu une pression. C'est chiant, tu sens les gens qui t'observent, «vous avez fini là?», alors que t'es même pas encore passé. C'est très énervant, moi je déteste faire les tournées à Beaumont, parce que c'est vraiment… T'as un classement très rapide le matin quand c'est des immeubles, quand t'as des rues on classe au numéro; là, pour le bâtiment machin, on attrape la liasse, ça va plus vite. Mais moi, j'aime mieux perdre du temps au classement et être dans un quartier plus chic ou pavillonnaire, je préfère, c'est plus agréable… Je suis allergique aux tournées bâtiments.
>
> — Peut-être que tu sens la misère aussi…
>
> — Ouais, moi j'ai vu des gens qui venaient me dire bonjour dès le matin, ils empestaient l'alcool, même des femmes, elles sentaient l'alcool, c'était terrible. Et puis dans ces quartiers-là tu distribues beaucoup de recommandés administratifs, c'est des amendes, ils payent pas ou en retard. C'est pas très agréable, tu vois les gens dans les couloirs […] Des fois t'as des fous un peu, des gens qui sont devenus un peu fous, des gens pas du tout instruits, tu sais des gens vraiment, pas animaux mais… Des fois quoi, c'est vrai, ça peut te faire penser à ça. Ou des gens qui vont te tenir un discours, pour eux ça va être de l'humour et toi tu vas trouver ça lourd, mais lourd. C'est dur au bout d'un moment, tous les jours, tu vas dans ces quartiers-là, c'est chiant. Et puis les gamins mal élevés et tout. Si tu veux, là où je suis c'est un quartier plus huppé, ça fait un peu discours à préjugés hein, mais faut dire ce qui est. C'est plus agréable de distribuer le courrier dans ces quartiers-là hein, tout simplement (Entretien avec Delphine, le 05-06-97).

Le passé d'étudiant oriente fortement la façon dont ces surdiplômés se situent dans la société. Il définit à leurs yeux leur identité sociale et nourrit leur hostilité vis-à-vis des «anciens» facteurs comme des résidents des HLM. Finalement, leurs expériences quotidiennes de travail consolident leur refus de s'identifier aux classes populaires. La génération et les études longues restent en même temps un support d'appartenance fragile pour eux qui exercent chaque jour un emploi d'exécution en décalage avec les aspirations nées de leurs trajectoires scolaires. La façon ostentatoire dont Delphine affiche des signes d'appartenance au monde d'étudiant montre bien que cette appartenance subjective est mise en question par

sa condition objective de salarié d'exécution.

Une appartenance au métier en pointillés

Les surdiplômés perçoivent le travail de facteur comme un travail dévalorisé et dévalorisant. Valérie s'étonne qu'une étudiante s'intéresse aux facteurs : « Ce n'est pas très intéressant comme boulot, c'est tous les jours la même chose ». Delphine me dit que ce n'est pas la peine de venir assister au tri du courrier : « C'est sans intérêt ». Elle insiste aussi sur son peu de goût à parler du travail : « Là, je vois, j'ai une collègue là… C'est elle qui m'a choisie plus que moi hein, eh ben elle, elle peut pas s'empêcher de parler du boulot, moi je le connais le boulot, les gens dont elle me parle je les connais et puis je m'en fous quoi ! Moi, une fois que j'en suis sortie… Si je l'invite à prendre le thé chez moi, c'est pas pour parler du boulot. C'est plus fort qu'eux hein ». Ces réticences à parler du travail avec les collègues renvoient au refus de construire son identité sociale à partir de la seule scène professionnelle. Les propos de ces factrices surdiplômées prennent tout leur sens si on les compare avec la façon dont les « anciens », hommes ou femmes, parlent de leur travail. Anna, une factrice qui a pris sa retraite en 1998, écrivait par exemple dans le mot d'adieux adressé à ses clients : « Le métier de facteur est un beau métier et j'en suis fière ». Pour les hommes, la pénibilité physique, loin d'être seulement une contrainte, est un attribut valorisé, qui permet d'affirmer une identité masculine populaire. De même, alors que les « anciens », hommes et femmes d'origine rurale, trouvent une grande satisfaction à travailler dehors, au grand air, le fait de travailler dans la rue ne fait qu'aviver la « honte » des déclassés portés à voir du mépris dans les regards d'autrui.

> Moi je trouve qu'on est regardé de haut par les commerçants, par les jeunes aussi… Oh moi je l'ai ressenti. Alors est-ce que c'est moi qui l'ai ressenti du fait qu'au début, j'avais un peu des complexes à faire ce métier, mais moi je trouve que les jeunes nous regardent un peu… J'avais du courrier à mettre dans les lycées… Ils te regardent, on a l'impression qu'ils ont le sentiment de faire partie d'une élite, c'est vraiment très perceptible. Ça m'avait fait un peu de mal vu que je quittais ce milieu, je m'étais sentie un peu bête. Bon après tu passes l'éponge, mais c'est vrai qu'au début ça fait bizarre (Entretien avec Delphine, le 05-06-97).

Frustration sociale et rapport instrumental à l'emploi

Les déclassés se sentent souvent traités comme des « larbins », l'emploi de service versant dans le travail servile, alors que « rendre service », y compris à des clients exigeants, est le point d'honneur des « anciens ». La stigmatisation du métier de facteur renvoie à la frustration sociale qui résulte de l'occupation d'une position subalterne dans une institution très hiérarchisée telle que la Poste. Les surdiplômés expriment ainsi la contradiction qu'ils vivent quotidiennement entre des appartenances et des socialisations contradictoires, au monde étudiant d'un côté et à un métier d'exécution de l'autre. Delphine dit toujours à propos du personnel d'encadrement ou du personnel situé plus haut que les facteurs dans la hiérarchie postale, tels les guichetiers : « Pour eux, on est facteur donc on est con ». Ce sentiment de frustration est aussi entretenu par la survivance d'aspirations personnelles ou familiales nées du passé d'étudiant. Delphine se rappelle toujours la remarque de son père lors de son entrée à la Poste : « Tu vas passer ta vie comme ça, sur un vélo ? ». Alors qu'elle m'avait d'abord raconté avoir songé être enseignante, elle m'explique par la suite qu'elle aurait voulu être esthéticienne mais que ses parents l'ont incitée à poursuivre ses études au lycée puis à l'université. Delphine reste hantée par la déception familiale, évoquant à chacune de nos rencontres ses parents qui « la voyaient dans les bureaux » ou « mariée avec un médecin ou un avocat » ou encore qui ont trouvé « bizarre » de venir lui rendre visite dans le HLM où elle habite. Le déclassement scolaire s'accompagne d'un sentiment subjectif de ne pas être à sa place et de la persistance d'une référence à d'autres destins sociaux plus ou moins possibles ou imaginaires. Delphine me dit toujours qu'elle « végète » dans ce métier et qu'elle « regrette » d'avoir arrêté ses études, mais qu'elle « hésite à partir », qu'elle « ne sait pas quoi faire d'autre » ou encore qu'elle doit « apprendre à voir son métier autrement ». Un jour qu'elle parle de son frère, comptable après un BAC G, elle me dit sur le mode du rêve qu'elle monterait bien une « boîte » avec lui. Une autre fois, elle dit qu'elle va démissionner pour être assistante vétérinaire. Sa pratique

de la psychothérapie («cure» dans une maison de repos en décembre 1999 et consultation bi-hebdomadaire) comme de l'astrologie (lecture de l'horoscope, consultation d'une «voyante») constitue un bon indice du rapport incertain à l'avenir et de la souffrance identitaire suscités par le déclassement [11].

Ce que Delphine apprécie le plus dans la condition de facteur, ce sont les horaires (6h à 13h-14h) : «On peut vivre quand on a ses après-midi libres» répète-t-elle souvent. Elle fait du sport (VTT, footing, fitness dans un gymnase club, sophrologie), de la cuisine (confitures, conserves), consulte divers spécialistes (psychothérapeute, sexologue, ostéopathe), s'occupe de ses animaux (plusieurs chats, un cochon d'Inde, deux hamsters, un poisson), loue des cassettes vidéo. Elle lit des livres de psychologie et va de temps en temps au cinéma et au restaurant. Ce temps libre disponible pour des loisirs permet d'une certaine façon de prolonger un mode de vie étudiant. Elle doit aussi à son salaire de facteur (elle touchait 5600 francs à ses débuts comme contractuelle puis 6300 francs comme fonctionnaire après trois ans d'ancienneté) d'avoir accédé, après un séjour de trois ans au foyer PTT, à un appartement HLM situé dans un endroit «bien fréquenté» de Beaumont ainsi qu'à des pratiques de consommation. Contemplant la vitrine d'un magasin de vêtements dans le centre de Mareil, elle me dit : «C'est bien d'avoir une paye !». L'accès à l'indépendance matérielle est d'autant plus valorisé qu'il signifie aussi une indépendance par rapport au contrôle familial auquel Delphine dit avoir été très exposée. Finalement, pour ces jeunes femmes, la scène domestique (formation d'un couple et développement d'une vie de couple, travail domestique d'entretien et de décoration du chez soi) comme la scène des loisirs offre des supports pour construire une identité sociale positive par contraste avec le sentiment de frustration sociale éprouvé sur la scène professionnelle. Delphine attire elle-même l'attention sur l'ambivalence de sa situation présente : «Dans mon malheur, j'ai de la chance». Le rapport des surdiplômés à la condition de facteur combine un rapport au travail négatif et un rapport à l'emploi positif (la sécurité d'emploi et les salaires offerts par la Poste s'avérant relativement avantageux dans un contexte de précarisation de l'emploi et de chômage massif) [12]. C'est finalement la possibilité même de la conscience du partage d'une position professionnelle semblable que remet en cause la coexistence dans un même métier d'individus très inégalement scolarisés.

Une appartenance au métier en pointillés

Le refus de s'identifier au métier de facteur se manifeste chez Delphine comme chez Valérie dans la manière de porter la tenue. Delphine ne porte pas le pantalon bleu marine ni le blouson à liserés jaunes, mais uniquement la casquette lorsqu'il pleut : «Moi, je n'en ai pas d'uniforme mais c'est un choix, je le trouve affreux… Le blouson qui bouffonne, ça fait ressortir ton cul, le pantalon… T'as même les jupes… Mais faut voir la dégaine que t'as là-dedans ! Il est hors de question que je me trimbale dans la rue comme ça !». Valérie porte de temps en temps le blouson mais jamais la casquette, qu'elle remplace par une casquette Nike. Lorsque je l'ai accompagnée sur sa tournée cycliste, elle portait de nouvelles chaussures à talon peu adaptées à la pratique du vélo. Toutes deux entretiennent ainsi avec soin leur apparence corporelle et vestimentaire (régime alimentaire, maquillage, coiffure, vêtements «féminins» et à la mode), ce qui forme un contraste saisissant avec l'hexis des factrices «anciennes», souvent plus corpulentes et toujours habillées de façon pratique et décontractée, avec notamment le pantalon fourni par la Poste, qui permet de ne pas user ses propres vêtements. Par ces pratiques, Delphine et Valérie affirment leur appartenance générationnelle et une identité féminine de classe moyenne, comme pour contrecarrer leur appartenance officielle à un métier d'exécution, longtemps défini socialement comme mascu-

lin et comprenant de nombreuses tâches manuelles et physiques.

En même temps et de façon très ambivalente, on peut percevoir aussi des éléments d'identification au métier de facteur et d'incorporation de la culture qui le fonde. Par contraste avec les «petits boulots», l'illusion du provisoire et la distance au rôle sont difficilement tenables dans le cas d'un emploi de fonctionnaire socialement défini comme stable (Burnod et al., 2000). Valérie se disait au départ «gênée» qu'un vieux monsieur touchant le RMI lui donne 40 francs de pourboire chaque fois qu'elle lui apportait un mandat. Elle avait tenté de refuser ce don. Un collègue plus âgé lui a alors expliqué qu'«en donnant, il se sent supérieur». Convaincue par l'explication, elle accepte désormais les pourboires donnés par des pauvres. Delphine a affiché dans la cuisine du foyer PTT à Beaumont un dessin humoristique fait par un ami représentant une factrice dépenaillée et pleine de bleus prénommée «Delph», avec cette légende: «À part les voyous, les chiens et les petits vieux, factrice, c'est un métier de tout repos!». Cette exposition du métier chez soi, dans le cadre domestique, vient fortement nuancer le discours qu'elle m'adresse sur ses «complexes» à être factrice. De même, elle évoque la pratique des calendriers avec un ton amusé mais dépourvu de tout mépris. Elle trouve cette pratique «sympa» et «marrante» et a découvert avec enthousiasme les catalogues d'Oberthur et de Lavigne présentant les collections de calendriers: «J'en ai commandé un superbe pour ma mère, je suis sûre que ça va lui faire plaisir. Il est beau, il est décoratif et tout»[13]. En même temps qu'elle dénonce les manières d'être des «anciens» et refuse de parler travail avec eux, Delphine participe à des sorties (un repas au restaurant ou un voyage dans le Sud de la France chez une ancienne collègue) et à des échanges de services (elle coud les ourlets de pantalon d'une collègue, qui lui apporte en échange du fromage du Jura, dont elle est originaire).

Ce rapport ambivalent au métier de facteur, fait à la fois de marques de distanciation et d'identification, transparaît très clairement dans cette phrase que Valérie inscrit sur le questionnaire que je fais remplir au moment de quitter le bureau de poste: «Le métier de facteur est plutôt dur physiquement et il est très agréable de voir qu'une personne comme toi s'intéresse à la Poste et à "nous" plus particulièrement». Les guillemets suggèrent une appartenance en pointillés au collectif des facteurs, une appartenance ni complètement réalisée, ni complètement absente. Cette ambivalence se retrouve dans la trajectoire de Delphine. Alors même qu'elle continue de me confier son sentiment de ne pas être à sa place à la distribution, elle s'est de plus en plus intégrée au collectif des facteurs, en utilisant ses compétences scolaires pour tenir tête à J. Grange et en apprenant à manier la blague et le franc-parler à la façon des «anciens». En 2000, elle est devenue titulaire d'une tournée située à Beaumont. À la demande des résidents, elle distribue les calendriers en fin d'année. Petit à petit, elle paraît ainsi s'identifier davantage au métier de facteur. Elle a également rencontré un conjoint parmi les «jeunes» facteurs récemment arrivés à Mareil. Toutefois, sa posture de distinction vis-à-vis des «anciens» perdure.

Lors de notre première rencontre, en 1997, elle affirmait souhaiter se syndiquer, étant «pour la justice», mais son statut de contractuel l'en empêchait. Une fois dotée du statut de fonctionnaire, elle a activement participé à la grève des facteurs de Mareil en 2000 contre les suppressions de tournées liées à la mise en place des 35 heures. Elle prenait notamment la parole dans les assemblées générales et se vantait d'être capable d'«analyser» les discours de la direction alors que d'autres les prenaient au pied de la lettre ou ne faisaient que de la «paraphrase». D'un autre côté, elle vivait la grève autant comme un moyen de sociabilité et de rupture avec le travail quotidien que comme un moment de représentation et de défense des intérêts du groupe. Elle n'a d'ailleurs toujours adhéré à aucun syndicat et continue de regarder avec méfiance les «anciens» et les militants. De Bruno, qui est syndiqué à SUD et qu'elle n'apprécie guère, elle dit, comme si c'était un stigmate, qu'il est «communiste» et ne pense qu'à «bouffer du patron». Elle trouve quant à elle que le nouveau chef d'établissement arrivé au bureau de Mareil en 2001 («un jeune cadre dynamique de 30 ans») est «sympa» et qu'il «fait plein de nouveautés». Quand je lui parle des résultats du premier tour des élections présidentielles d'avril 2002, elle évoque avec mépris le vote pour O. Besancenot de cer-

tains de ses collègues («Il y a des neuneus qui ont voté pour le facteur»). Elle m'explique qu'étant donné les études qu'elle a faites, elle ne se sent pas très proche de la gauche et que l'idée que «l'ouvrier, c'est la gauche» ne veut rien dire à ses yeux. Une fois encore, elle convoque son passé étudiant en disant que parmi les facteurs ceux qui ont fait des études «ont des idées» alors que les autres ne sont que des «suiveurs».

Entre l'appartenance à une génération qui a fait des études et l'appartenance en pointillés au métier et au collectif des facteurs, impossible d'établir si l'une est principale et l'autre secondaire, si l'une est nominale et l'autre réelle : ces anciens étudiants cantonnés dans des emplois déclassants vivent une situation de concurrence et d'oscillation permanente entre des appartenances contradictoires. C'est cette ambivalence durable que restitue bien l'expression d'«exécutants aux études longues». Leur façon de se situer dans la société est fluctuante et incertaine. La présence croissante de ces déclassés au service de la distribution du courrier contribue à affaiblir le sentiment d'appartenance au métier et aux classes populaires des plus «anciens» facteurs, qui se trouvent quotidiennement exposés à leurs marques de mépris. Alors que les facteurs aujourd'hui retraités se présentent souvent lors des entretiens comme des «ouvriers», ceux qui côtoient les surdiplômés et qui vivent les transformations managériales de la Poste sont davantage enclins à se définir de façon négative, comme s'ils étaient contaminés par la «honte» des déclassés. Un facteur confiait ainsi avec amertume «qu'aujourd'hui ce qui compte, c'est le diplôme et que les facteurs ayant "un niveau moindre" sont finis». L'opposition des générations et des références symboliques affaiblit ainsi la solidarité et les capacités d'action collective dans les usines, mais aussi dans les services publics particulièrement concernés par le phénomène du déclassement scolaire.

Marie Cartier
Institute of French Studies
New York University

Notes

[1] Sur cette histoire sociale du groupe des facteurs, nous nous permettons de renvoyer à notre travail de thèse : Cartier, 2002.

[2] Un ouvrage retraçant la grève des postiers de 1953 témoigne bien, tant par les informations qu'il fournit que par son ton militant, du rôle des postiers dans le mouvement ouvrier (Noël, 1977).

[3] Sur cette relation entre conjoncture économique et recrutement sur les emplois publics, voir Darbel et Schnapper, 1969.

[4] Source : *Concours externes du 08 mars 1998. Facteur Île de France. Éléments statistiques*, La Poste, Direction de la coordination du recrutement et de la formation.

[5] Les déclassés sont une population pour laquelle il faut absolument se garder de généraliser des observations faites à un instant t. Pour la démonstration empirique, voir notre travail de thèse : Cartier, 2002.

[6] Ainsi, parmi les admis au concours de 1998 possédant un niveau d'étude supérieur au bac, 47,8 % ont un niveau DEUG ou BTS et 35,7 % un niveau licence, alors que les BAC+4 et BAC+5 représentent 16,5 % des admis.

[7] On trouvera une démarche similaire dans une recherche consacrée à l'articulation des appartenances territoriales et professionnelles en milieu ouvrier menée dans un contexte scientifique où le thème de la pluralité des appartenances n'était pas aussi présent qu'aujourd'hui dans les discours sociologiques (Chamboredon et al., 1984-1985).

[8] Un questionnaire a permis d'étudier les caractéristiques de 43 individus affectés à la distribution des lettres, soit un taux de non-réponse de 20 %. Pour de plus amples détails, voir Cartier, 2002 : 559-560.

[9] Cette différenciation des manières d'être et l'hostilité qu'elle nourrit entre «jeunes» et «vieux» ne sont pas spécifiques au métier de facteur. On les retrouve à l'usine (Beaud et Pialoux, 1999 : 293-332) mais aussi, par exemple, chez les pompiers volontaires au début des années 1990 (Retière, 1994).

[10] On retrouve chez les équipiers des fast-foods à la fois la présentation de soi comme «étudiants» et la valorisation par les employeurs des qualités des «étudiants» (Burnod et al., 2000).

[11] Dans la littérature sociologique, c'est davantage à propos des «déclassés par le haut» que l'on a mis en évidence cette coexistence douloureuse entre des appartenances contradictoires. S. Beaud souligne toutefois très bien la fragilisation psychologique des étudiants de cité, «ni "intellos", ni "prolos"», plongés dans le désarroi et l'incertitude au moment de leur entrée sur le marché du travail (Beaud, 2002 : 308-310).

[12] L'ambivalence des relations entre rapport au travail et rapport à l'emploi est bien mise en évidence par M. Lallement s'agissant des salariés à temps partiel de la Poste (Lallement, 2000).

[13] La pratique des calendriers est centrale dans la culture de la distribution et l'identification au métier de facteur (Cartier, 2000).

Bibliographie

BAUDELOT, Christian, et Roger ESTABLET. 2000. *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*. Paris, Seuil.

BEAUD, Stéphane, et Florence WEBER. 1997. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris, La Découverte.

BEAUD, Stéphane, et Michel PIALOUX. 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris, Fayard.

BEAUD, Stéphane. 2002. *80 % au bac… et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris, La Découverte.

BURNOD, Guillaume, Damien CARTRON et Vanessa PINTO. 2000. « Étudiants en fast-food : les usages sociaux d'un petit boulot », *Travail et emploi*, 83 : 137-156.

CARTIER, Marie. 2000. « Le calendrier du facteur. Les significations sociales d'un échange anodin », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 41 : 63-84.

CARTIER, Marie. 2002. *Des facteurs et leurs tournées. Une élite populaire dans la France de la deuxième moitié du 20ème siècle.* Paris, EHESS, thèse de doctorat de sociologie.

CHAMBOREDON, Jean-Claude, Jean-Philippe MATHY, Anne MEJEAN et Florence WEBER. 1985. « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est. Revue de sciences sociales*, 41-44 : 61-85.

CHAUVEL, Louis. 1998. *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XXème siècle*. Paris, PUF.

CHAUVEL, Louis. 2001. « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, 79 : 315-359.

DARBEL, Alain, et Dominique SCHNAPPER. 1969. « La probabilité d'entrée dans la fonction publique », *Économie et statistique*, 4 : 43-50.

DUBOIS, Vincent. 1999. *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*. Paris, Economica.

GAUTIÉ, Jérôme, et Gérard FORGEOT. 1997. « Insertion professionnelle des jeunes et processus de déclassement », *Économie et statistique*, 304-305 : 53-72.

LAHIRE, Bernard. 1998. *L'Homme pluriel*. Paris, Nathan.

LALLEMENT, Michel. 2000. « En poste à temps partiel », *Travail, genre et sociétés*, 4 : 135-154.

MAURIN, Éric. 2002. *L'égalité des possibles. La nouvelle société française*. Paris, La République des Idées-Seuil.

NOËL, Jean-François. 1977. *Les postiers, la grève et le service public*. Grenoble et Paris, Presses universitaires de Grenoble et Maspero.

RETIÈRE, Jean-Noël. 1994. « Être sapeur-pompier volontaire. Du dévouement à la compétence », *Genèses. Sciences sociales et histoire,* 16 : 94-113.

ROUBAN, Luc. 1996. *La Fonction publique*. Paris, La Découverte.

SCHWARTZ, Olivier. 1998. *La notion de « classes populaires »*. Habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin.